

## SUR LA RÉSISTANCE CUBAINE

### QUELQUES RÉFLEXIONS À PARTIR DU PASSÉ

Jacques-François Bonaldi

Danielle Bleitrach se demande dans un de ses derniers textes, face à l'étonnante résistance de la Révolution cubaine, alors que tant d'autres ont baissé les bras et viré casaque à la disparition du camp socialiste et à la désintégration de l'Union soviétique, et renoncé à tout changement profond de la société : « Où se trouve la racine d'une telle disposition, je ne cesse de m'interroger là-dessus ? »

Sans vouloir écrire un traité là-dessus, il me semble qu'on pourrait trouver des éléments de réponse tout à fait plausibles – et non des moindres – dans l'Histoire. De fait, plus je réfléchis, et plus je me rends compte que rares sont les pays où celle-ci est aussi prégnante qu'à Cuba. Je ne suis pas spécialiste ni philosophe de l'Histoire, mais mon vécu déjà long aux côtés de la Révolution cubaine me dit jour après jour qu'on ne comprend pas grand-chose de Cuba actuelle quand on fait l'impasse sur ses cent dernières années. Et là encore, Fidel avait fait preuve de son génie prémonitoire quand, le 10 octobre 1968 (la Révolution avait à peine neuf ans), dans son allocution commémorative du centième anniversaire du début de la première guerre d'Indépendance, il avait affirmé :

*Que signifie pour notre peuple le 10 octobre 1868 ? Que signifie pour les révolutionnaires de notre patrie cette date glorieuse ? Elle signifie tout simplement le début de cent ans de lutte, le début de la Révolution à Cuba, parce qu'à Cuba il n'y a eu qu'une révolution : celle que Carlos Manuel de Céspedes a lancée le 10 octobre 1868 et que notre peuple poursuit en ce moment.*

[...]

*Notre Révolution, avec son style, avec ses caractéristiques essentielles, plonge des racines très profondes dans l'histoire de notre patrie. Voilà pourquoi je dis, et il faut que tous les révolutionnaires le comprennent clairement, que notre révolution est une seule révolution et que cette révolution a débuté le 10 octobre 1868.*

*Cette cérémonie d'aujourd'hui est comme une rencontre du peuple avec son histoire, comme une rencontre de la génération révolutionnaire actuelle avec ses racines. Et rien ne nous apprendra mieux à comprendre ce qu'est une révolution, rien ne nous apprendra mieux à comprendre le processus que constitue une révolution, rien ne nous apprendra mieux à comprendre ce que veut dire révolution que l'analyse de l'histoire de notre pays, que l'étude de l'histoire de notre peuple et des racines révolutionnaires de notre peuple.*

La raison essentielle, de mon point de vue, de l'étonnante résistance cubaine est que l'enjeu en est en dernier ressort la survie, non de la Révolution socialiste en soi – ce qui est déjà beaucoup, bien entendu – mais de la réalité même qui lui donne son sens et lui sert de substrat : **la nation**.

Cette notion de nation peut sembler soit obsolète soit coulant de source pour un Français, ou pour tout habitant de pays constitués depuis bien longtemps. Sur des terres comme Cuba (à fortiori, pour des pays encore plus récemment libérés du colonialisme, comme en Afrique ou en Asie, par exemple), elle revêt un sens profond parce qu'elle se rapporte à une carence ou à une aspiration.

Qu'a donc été Cuba avant la Révolution ? Les grandes étapes historiques en sont aisées à énumérer : 400 ans tout ronds de colonialisme (arrivée de Colomb en octobre 1492 ;

indépendance par rapport à l'Espagne en 1898) ; 4 ans d'occupation militaire des Etats-Unis (juillet 1898-20 mai 1902) ; 57 ans de néo-colonie (1902-1959), assortis de quatre nouvelles interventions militaires ou politiques des USA (1906-1909 ; 1912 ; 1917-1920 ; 1933-1934) et de deux périodes dictatoriales (Gerardo Machado, 1923-1933 ; Fulgencio Batista, 1952-1959). J'ai écrit à dessein « indépendance par rapport à l'Espagne », parce que justement, à peine libéré de celle-ci, le peuple cubain allait devoir entamer aussitôt une nouvelle guerre, dans des formes différentes, pour devenir indépendant d'une autre puissance. Autrement dit, pour devenir indépendant tout court. Et Cuba, devenir vraiment nation.

En fait, quand on examine bien, on se rend compte que *Cuba occupe une place et a une histoire tout à fait particulières* dans le concert des nations latino-américaines – voire du monde. Première île à avoir été « découverte » (27 octobre 1492) et seconde à avoir été conquise et colonisée (dès 1509, après L'Hispaniola), elle fut la dernière colonie espagnole à devenir « indépendante » (signature du Traité de Paris entre l'Espagne et les Etats-Unis, le 10 décembre 1898). Soit soixante-dix-huit ans après que le reste de l'Amérique latine se fût débarrassé de cette tutelle. Les raisons pour lesquelles Cuba se libéra si tard ont à voir tant avec ses spécificités endogènes : insularité géographique, richesse intrinsèque (sucre), présence d'une fort pourcentage d'esclaves africains par rapport à la population totale, d'où peur chez les possédants d'un soulèvement à la manière haïtienne, qu'avec des facteurs exogènes : position géographique à proximité des Etats-Unis ; position des classes dominantes de ce pays face à ce même esclavagisme ; enjeu diplomatique dans le cadre de luttes de pouvoir et de sphères d'influence entre l'Europe, les USA et même la Russie...

Et Cuba eut à payer très cher ce retard historique par rapport aux autres pays latino-américains : *elle dut arracher son indépendance toute seule*. Alors que les guerres lancées par Bolívar et par toute une série de grands hommes se déroulèrent sur des espaces immenses, dans un contexte géographique et historique fort différent, face à une couronne espagnole ne possédant pas les moyens militaires ni financiers requis pour mater une révolution s'étendant à tout le sous-continent, les *mambis* cubains durent se battre, eux, face à une Espagne consolidée et retranchée sur une île de cent dix mille kilomètres carrés et de même pas un million d'habitants, et bien disposée à ne pas perdre sa dernière colonie (elle disait vouloir la défendre « jusqu'au dernier homme et à la dernière peseta »), celle qui continuait d'enrichir, comme elle l'avait toujours fait, le trésor de la couronne et dont elle vivait presque. Ils se battirent donc seuls, dix ans d'affilée (1868-1878) sans toutefois parvenir à leurs fins pour des raisons tant internes qu'externes qu'il n'est pas nécessaire de préciser ici. Ils tentèrent de relancer la guerre, de nouveau sans succès (la Petite Guerre, 1879-1881) : le pays était trop épuisé pour pouvoir répondre. Et le traumatisme de cette guerre de Dix Ans fut si rude qu'il leur fallut attendre jusqu'en 1895 pour les conditions requises à la relance de la lutte d'indépendance puissent être réunies de nouveau.

Étonnamment, les *mambis*, les guerriers de 1895 étaient presque les mêmes qu'en 1868, entre autres Máximo Gómez (qui était d'ailleurs Dominicain), Antonio Maceo (le mulâtre) et José son frère, Calixto García, Guillermo Moncada et bien d'autres. Ils assuraient le lien entre les deux générations de combattants (d'où l'idée de Fidel d'une même lutte, d'une guerre de Trente Ans). Etait-ce alors la même guerre qui reprenait ? Etait-ce : « On prend les mêmes et on recommence » ? Loin de là. D'une part, les conditions historiques tant nationales qu'internationales, tant proches que lointaines, n'étaient plus identiques ; de l'autre, le facteur « personnalité historique » jouait une fois de plus.

Et cette personnalité historique est bien entendu José Martí. Il est impossible en quelques lignes d'en retracer l'importance capitale dans la préparation de cette seconde guerre

d'Indépendance : disons, pour résumer très brièvement, que, tirant les leçons de la guerre de Dix Ans (désunion, esprit de clocher, caudillisme, provincialisme, carence de programme, etc.), Martí s'attacha à **unir** les différents facteurs, les différentes générations (les « vieux pins » et les « jeunes pins »), à doter la Révolution d'un **programme politique**, à constituer une organisation politico-militaire, le Parti révolutionnaire cubain (1892) chargé de mener cette guerre, à puiser les bases de son mouvement et le financement des préparatifs tant révolutionnaires que militaires dans les couches populaires, chez les ouvriers cubains émigrés aux Etats-Unis, en particulier en Floride, et surtout Key West et Tampa (puisque la classe ouvrière était insignifiante à Cuba même et que la répression coloniale y interdisait toute organisation de ce genre). Et cela faisait toute la différence avec les présupposés de la guerre des Dix Ans, dont l'un des objectifs avait toutefois été atteint, puisque l'esclavage avait fini par être aboli en 1886 (soit douze ans après !). Par ailleurs, si l'indépendance restait bel et bien à arracher, les forces vives poussant à la roue avaient varié, même si les forces dominantes à abattre restaient les mêmes : les chefs de la nouvelle guerre n'étaient plus les riches et les membres des classes aisées comme en 1868, mais des gens issus des classes moyennes et des couches pauvres, qui servaient aussi de fondements à la révolution.

Il me semble que ce sont ces trois facteurs (volonté d'union ; programme politique ; parti de nature politico-militaire) qui démarquent la guerre de 1895 de la précédente. En fait, quand on analyse à fond ces présupposés, on constate que Martí était résolument moderne (entre autres, un parti pour faire la Révolution !) et que la guerre 1895-1898 s'apparente bien plus à une guerre de libération nationale, type XX<sup>e</sup> siècle, qu'à une guerre d'indépendance comme celle qu'avaient menée, par exemple, Bolívar et les insurgés latino-américains en 1810-1820. C'est ce caractère résolument moderne qui explique pourquoi la guerre de 1895-1898 a encore beaucoup à dire aux Cubains de 2006, alors que les guerres latino-américaines ne sont plus que des faits qu'on évoque dans les manuels d'histoire et aux dates patriotiques. Ce qui explique aussi, soit dit en passant, la prégnance de Martí dans la pensée révolutionnaire cubaine à notre époque : il n'y a pas solution de continuité entre le passé et le présent. Martí n'est pas à Cuba une vieille lune d'antan : il reste un contemporain qui a encore beaucoup à dire<sup>1</sup> - aux Cubains et aux autres.

A cet égard, donc, Cuba est atypique par rapport au reste du sous-continent. Mais elle l'est aussi sur un autre plan. On ignore et on oublie trop souvent en effet – alors qu'il s'agit pourtant d'un fait capital – que **L'ÎLE A ÉTÉ, CHRONOLOGIQUEMENT PARLANT, LE PREMIER PAYS DU MONDE À AVOIR CONNU ET SURTOUT SOUFFERT LE NÉOCOLONIALISME DANS SA CHAIR !**

Après avoir été, selon les analyses de Lénine, **LE PREMIER PAYS ENJEU, OBJET ET SURTOUT VICTIME D'UNE GUERRE IMPÉRIALISTE !** Lénine fait en effet remonter la naissance de l'impérialisme moderne à « la guerre impérialiste de 1898 » (puis à la guerre anglo-boer), autrement dit celle que les Etats-Unis menèrent contre l'Espagne – une Espagne sur les genoux, au terme des trois années de lutte *mambie* – pour pouvoir s'emparer de Cuba<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> On pourrait aussi s'étonner, soit dit en passant, qu'une petite île ait vu naître en à peine soixante-treize ans deux géants de la taille de José Martí (1853) et Fidel Castro (1926). Est-ce à dire que les peuples les produisent en fonction de leur Histoire ?

<sup>2</sup> À propos de Lénine, je ne peux m'empêcher de me faire la réflexion suivante. Si, selon les analyses qu'il en fait (« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes »), je me dis alors que le capitalisme contemporain n'a jamais été plus impérialiste ! Même si la « pensée unique » se garde bien de prononcer ce mot,

Bref, **DEUX PREMIÈRES HISTORIQUES** pour cette petite île en à peine quatre ans, puisqu'elle « accède » au néocolonialisme le 19 mai 1902, quand elle hisse formellement son pavillon tricolore – lui aussi bleu, blanc, rouge – de République. Les Cubains parlent, eux, à juste titre, de pseudo-République ou de République « médiatisée<sup>3</sup> ».

Quand j'ai mentionné le retard historique de Cuba en matière d'indépendance par rapport au sous-continent, j'ai omis à dessein un autre motif : l'opposition des Etats-Unis à ce que les révolutionnaires latino-américains préparent une expédition pour libérer l'île afin que l'Espagne ne puisse s'en servir de tête de pont pour tenter de reconquérir ses possessions perdues.

Et là, on rencontre l'autre raison profonde de la résistance cubaine. Depuis deux siècles, Cuba doit, hélas, vivre à l'ombre maléfique d'une déjà grande puissance à l'époque qui l'est devenue de plus en plus jusqu'à se convertir de nos jours en cet Empire omnipotent devant lequel tout le monde s'incline avec crainte.

Evoquer l'histoire de Cuba – **je précise bien : de Cuba, pas de la Révolution cubaine** - c'est, qu'on le veuille ou non, parler forcément de la présence sans cesse agissante – et toujours pour le pire – de son plus proche voisin du Nord. L'historiographie cubaine parle à ce titre de « fatalisme géographique » (dont la Révolution a, soit dit en passant, prouvé aux yeux des autres peuples latino-américains qu'il n'était pas insurmontable). Nul donc ne peut faire l'impasse sur ce facteur clef : des Etats-Unis situés par la Providence, aux desseins parfois aussi insondables que sinistres, à exactement 144 km et 810 mètres (calculés à partir de l'expression stéréotypée des « 90 milles ») !

Je ne veux pas dire pour autant que la « résistance » cubaine ne s'explique que par l'Histoire, ce qui serait un autre genre de fatalisme. Il est bien entendu que dans ce *continuum* historique dont je parle, **une rupture capitale survient le 1<sup>er</sup> janvier 1959**, de sorte que cette résistance s'explique avant tout et en dernier ressort par le fait même de la Révolution. Toujours est-il que toute l'histoire de l'île – à savoir les deux cents ans de « relations » avec les Etats-Unis – dit clairement à son peuple ce qu'il deviendrait du jour où, pour une raison ou une autre, il ne pourrait plus « résister » et retomberait dans les serres de l'aigle toujours plus impérial et chaque fois plus dénué de scrupules politiques et de garde-fous moraux, aux mains d'une bande de fondamentalistes fanatiques et théocratiques pour qui la fin justifie absolument tous les moyens<sup>4</sup>.

---

encore moins d'évoquer ce concept. Et même si les prudes penseurs qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé gommement soigneusement le nom de ce géant de l'action révolutionnaire et de l'analyse historique...

<sup>3</sup> Au sens exact de l'espagnol, où *mediatizar* signifie d'une part : « Priver le gouvernement d'un Etat de l'autorité suprême, laquelle passe à un autre Etat, bien que le premier conserve la souveraineté nominale », et de l'autre : « Intervenir en entravant ou en empêchant la liberté d'action d'une personne ou d'une institution dans l'exercice de ses activités ou de ses fonctions. » (*Diccionario de la Real Academia*.) Le français historique a conservé ce même sens : « Hist. Placer sous la suzeraineté d'un vassal, de l'Empereur (sous le Saint Empire romain germanique). » Autrement dit : *République sous vassalité*.

<sup>4</sup> Une réalité que les supplétifs du cru (ceux que les médias internationaux appellent les « dissidents » et qu'on qualifie ici de « mercenaires ») gommement soigneusement de ce qui leur sert de « plate-forme politique » (me voilà en veine de générosité !), soit par ignorance crasse de leur (mais l'est-elle vraiment ?) histoire soit par pur opportunisme, quand ils appellent de leurs vœux une intervention des Etats-Unis qui leur tireraient censément les marrons du feu et les placeraient au pouvoir, peu importe que cette intervention – selon ce qu'affirme Martha Beatriz Roque – implique une invasion militaire et la guerre. Je tentais d'en faire prendre conscience à Serge Raffy dans ma seconde lettre ouverte du 13 février 2004 : « Si Elizardo Sánchez et ses collègues avaient un peu de vision et d'intelligence historiques, voire un soupçon de patriotisme, et comprenaient le jeu qu'ils jouent dans l'environnement politique et idéologique du monde actuel, ils sauraient que, du jour où il n'y aura plus de Révolution à Cuba, c'est la Maison-Blanche qui prendra directement en main les destinées de l'île et

Il y a résistance parce qu'il y a Révolution et révolution socialiste, et il y a révolution socialiste parce qu'il y a Histoire agissante – au sens où, partant du passé, elle informe au sujet du futur. Et il y a *révolution résistante* parce qu'elle a fait accéder un peuple dont les racines plongeaient dans deux cent cinquante ans du pire des systèmes sociaux, parce qu'il est le déni même de l'humain, l'esclavagisme, à la dignité de soi, à la fierté nationale (au bon sens du terme, le contraire du chauvinisme), parce qu'elle en a fait le peuple assurément le plus indépendant au monde, donc le plus libre au monde<sup>5</sup>.

Les Cubains sont conscients en tout cas que sans leurs trente ans de guerre d'Indépendance, les Etats-Unis leur auraient fait subir en 1898 le sort de l'île jumelle, Porto Rico – Martí avait fondé son Parti révolutionnaire cubain pour en assurer aussi l'indépendance – où aucun mouvement d'indépendance n'avait pu se développer<sup>6</sup>.

---

qui, pour éviter d'avoir à revivre le cauchemar d'une révolution à ses portes, y plantera le plus sauvage des capitalismes et la plus terrible des dominations, liquidant ce qu'ils prétendent, eux, vouloir sauver pour ne pas paraître trop vendus. Que dit Noriega : "Nous devons être prêts à être rapide et décisif quand le jour arrivera finalement en vue de liquider tous les vestiges du régime corrompu de Castro une bonne fois pour toutes" ». J'aurais dû ajouter que « liquider tous les vestiges » n'est bien entendu qu'un pieux euphémisme dans la bouche d'un bushien...

<sup>5</sup> Si libre qu'il a constitué l'exemple - unique dans l'histoire contemporaine, voire l'histoire tout court – d'un petit pays du tiers monde en mesure – des points de vue moral, politique, militaire et technique – d'avoir contré à lui seul la stratégie de l'Occident en Afrique australe ! Le silence assourdissant de ce même Occident et de ses médias à cet égard est on ne peut plus éloquent, alors que, fin 1975 Cuba a rappelé avec beaucoup de dignité le trentième anniversaire de l'Opération Carlota – autrement dit, l'envoi en Angola de combattants cubains en vue de sauver l'indépendance prévue de l'Angola face à la double invasion du Zaïre de Mobutu par le nord et de l'Afrique du Sud de l'apartheid par le sud – une opération qui devra de fait se prolonger plus longtemps que prévu, pendant quinze ans, puisque l'Afrique du Sud, expulsée d'Angola début 1976, envahira de nouveau ce pays en novembre 1987 à partir de la Namibie occupée. Mal lui en prit, car la défaite militaire qu'elle essuiera de nouveau face aux combattants angolais, cubains et namibiens la contraindra à s'asseoir à la table de négociations à Londres en mai 1988 dans le cadre de conversations quadripartites qui concluront fin décembre 1988 sur des accords de paix qui marqueront le début de la fin de système de ségrégation raciale instauré par les Blancs, la libération et l'indépendance de la Namibie et la consolidation définitive de l'indépendance de l'Angola (qui devra toutefois, de longues années durant, faire face aux épouvantables exactions et massacres de Savimbi, toujours soutenu par l'Occident), et un virage radical dans l'histoire de l'Afrique toute entière. (Faut-il rappeler que ce même Occident avait doté l'Afrique du Sud, par Israël interposé, de plusieurs bombes nucléaires ?) J'ai parlé de « silence assourdissant » : en effet, je n'ai vu nulle part le moindre rappel, ne serait-ce qu'en entrefilet, du trentième anniversaire de cet exploit époustouflant d'un petit peuple du tiers monde capable de porter secours, à dix mille kilomètres de chez lui, à un autre peuple en danger ! Apparemment, la défaite a été cuisante et on préfère garder le silence à cet égard. Mais pourquoi m'étonnerais-je après tout ? Tout aussi assourdissant est le silence qui règne dans les médias occidentaux au sujet d'une autre aide, d'une autre nature, mais tout aussi vitale, celle, pour ne prendre qu'un exemple, mais il en est bien d'autres, que des centaines de médecins et de personnels paramédicaux cubains apportent aux sinistrés pakistanais dans les conditions les plus difficiles qui soient (les reportages quotidiens de la télévision cubaine en font foi) sur les contreforts de l'Himalaya, dans le froid glacial et sous la neige, sous des hôpitaux de campagne équipés toutefois de services de dernière cri... Ce silence des médias refléterait-il inconsciemment la honte des pays riches d'en faire si peu au Pakistan après avoir tant promis (comme lors du tsunami en Asie). Ce serait trop beau sans doute pour être vrai. Il reflète bien plutôt le mépris avec lequel on y regarde et recense ce qui se passe chez les « sauvages » du tiers monde et la haine vis-à-vis de Cuba et de sa Révolution qui non seulement résiste, mais se fortifie dans un environnement latino-américain toujours plus éloigné des dogmes néo-libéraux.

Soit dit en passant, l'impressionnante capacité militaire dont Cuba a fait preuve en Angola sur les plans stratégique et tactique – si loin de ses bases - devrait inciter l'administration Bush à un peu plus de prudence et de circonspection si elle pensait à lancer cette invasion que la supplétive Roque appelle presque de ses vœux !

<sup>6</sup> Ceux qui veulent voir dans le miroir de l'Histoire ce qu'aurait été la destinée de Cuba sans ces trente ans de guerre d'Indépendance n'ont qu'à tourner les yeux vers Porto Rico, affublée aujourd'hui du statut bâtard et hors droit international – un peu comme les fameux « combattants ennemis » de Bush – d'« Etat libre associé ». Etat au sens que le mot a dans le terme « Etats-Unis », puisque l'île n'a pas de politique indépendante à soi (la preuve est que les visas d'entrée sont délivrés par le département d'Etat, ce qui permet à celui-ci, par exemple, de refuser la participation des joueurs de base-ball cubains invités à participer au tout nouveau Classique mondial

En fait, quand j'ai parlé de cent ans (pour ne remonter qu'à l'indépendance), j'ai fait court. Les Etats-Unis pèsent comme une dalle de plomb sur les destinées de Cuba depuis bien avant.

Quasiment depuis qu'ils cessent d'être les Treize Colonies. Pour ne pas remonter si loin, je partirai de l'époque où l'Amérique espagnole entre en effervescence et entreprend de se libérer, profitant de l'invasion de l'Espagne par les armées napoléoniennes et la destitution du roi. Autrement dit vers 1810.

Beaucoup de gens pensent que c'est uniquement de nos jours – autrement dit, à cause de « Castro » et du « communisme » – que les Etats-Unis « s'intéressent » à Cuba. Ignorance crasse dont ils ne sont pas responsables, puisque les livres en français consacrés à l'histoire de l'île ne brillent pas dans les devantures des librairies. De fait, que je sache, il n'en existe aucun.

On s'étonnera donc sans doute d'apprendre que, curieusement, cette petite île a très souvent joué un rôle soit de premier plan soit larvé dans la politique intérieure des Etats-Unis. Ainsi, c'est pour des raisons internes – l'esclavagisme dans les Etats du Sud – qu'ils ne prêtèrent aucune aide aux révolutionnaires cubains dont l'un des objectifs était précisément l'abolition de l'esclavage et l'affranchissement des esclaves. Non seulement en 1868, mais à plus forte raison dans les années 1820-1830.

C'est ce que je pense aborder dans mon prochain texte.

*(à suivre)*

---

de base-ball dont la première phase éliminatoire sous forme de poule doit se tenir à Porto Rico), qu'elle n'est donc pas « libre » et que nul ne sait dire exactement en quoi consiste cette « association » ! Et qu'elle ne joue absolument aucun rôle dans le concert des nations. Le cas de Porto Rico relève d'ailleurs (ou relevait, je ne sais si c'est encore vrai dans des Nations Unies si diminuées) de la commission relative aux colonies.